

Motion adoptée lors des Assises nationales de la Statistique Publique du 14 octobre 2008

Sans concertation préalable, le Président de la République et le gouvernement ont décidé au cours de l'été de créer un « Pôle National de la Statistique Publique » à Metz. Présenté comme une création et un regroupement, ce projet est en fait un démantèlement d'activités déjà existantes, qui vise à compenser la fermeture des casernes de Metz. Il s'accompagne du démembrement déjà en cours de certains services statistiques ministériels et de menaces sur la pérennité de l'ensemble des services statistiques déconcentrés.

Les agents de la statistique publique en poste à l'Insee et dans les services statistiques ministériels protestent contre cette décision arbitraire aux conséquences lourdes pour leurs vies personnelles. Ils souhaitent en outre alerter l'opinion publique sur le fait que ce démantèlement de la statistique publique menace son efficacité et sa qualité. En effet, l'implantation en région parisienne d'une partie des services statistiques est une nécessité pour assurer une grande proximité avec les interlocuteurs nationaux (administrations centrales, médias,...). De même, l'implantation dans toutes les régions, tant de directions régionales de l'Insee que de services ministériels, est une nécessité impérieuse pour répondre correctement aux besoins d'information locale.

Les agents sont d'autant plus inquiets que cette délocalisation a lieu dans un contexte de baisse importante des effectifs et du budget de la statistique publique. De plus, le projet de moyen terme de la direction de l'Insee prévoit l'abandon de missions qu'elle juge « non prioritaires ». Enfin, le projet de loi sur la mobilité des fonctionnaires pourrait permettre des mutations forcées ou des licenciements.

Le service statistique public a pour mission d'éclairer en toute indépendance les grands débats de la société, en produisant des chiffres fiables et des études économiques et sociales objectives. La défense du service statistique public concerne donc l'ensemble des citoyens.

C'est pour cela que le 2 octobre dernier, les agents de la statistique publique ont lancé une pétition sur www.sauvonlastatistiquepublique.org. A ce jour, la pétition a déjà été signée par plus de 9 000 personnes.

Le mouvement des agents de la statistique publique s'intensifie. Les premières Assises Nationales du Service Statistique Public (SSP) ont eu lieu ce mardi 14 octobre 2008 : elles ont réuni des représentants des agents et des Comités de défense de la statistique publique issus des différents établissements de l'Insee, en direction générale ou en région, ainsi que des services statistiques ministériels. Devant le danger que représente le projet de délocalisation à la fois pour les services de la statistique publique et pour l'emploi des agents qui la constituent, elles demandent le retrait du projet de délocalisation du gouvernement.

A travers ces Assises, les délégations des agents et l'intersyndicale de la statistique publique appellent à une grève massive et nationale le 21 octobre. Elles appellent également à manifester, à Paris et dans les régions, et à engager des actions visant à sensibiliser le public sur la menace que constitue le projet de délocalisation et de démantèlement de la statistique publique pour le débat démocratique.

Le gouvernement annonce 5 000 délocalisations d'agents publics et de nombreuses déstructurations sont prévues ou en cours dans le cadre de la Révision Générale des Politiques Publiques. Les Assises nationales de la Statistique Publique appellent aussi à se mobiliser contre ces démantèlements avec tous les services concernés.

Les Assises nationales de la Statistique Publique affirment que la mobilisation se maintiendra tant que le projet de délocalisation ne sera pas retiré. En refusant d'abandonner le projet, le gouvernement prendrait la responsabilité d'un durcissement du mouvement.

Paris, le 14 octobre 2008